

Accueil » Suisse » article

Quatre ans après son installation dans un village du pied du Jura vaudois, le Centre d'enregistrement pour requérants d'asile (CERA) continue, plus que jamais, à soulever la polémique.

Vallorbe a mal à ses requérants et ne trouve aucun remède

Paru le Lundi 06 Décembre 2004

DIDIER ESTOPPEY



Après avoir demandé la fermeture du CERA, le Conseil communal sera saisi demain de nouvelles propositions de durcissement à l'égard des requérants délinquants. Une réponse nécessaire aux peurs de la population, estiment les autorités. Des peurs auxquelles un sondage mené par les Eglises est venu donner une forme démocratique. Mais d'autres habitants continuent à donner de leur temps aux requérants et à prôner l'ouverture. Voyage au coeur d'une coexistence difficile.

Vallorbe, son parc à ours et à bisons, son musée du fer, ses grottes, sa rivière aux eaux cristallines, ses truites... et, depuis quatre ans, son Centre d'enregistrement pour requérants d'asile (CERA). Un plus sur sa carte de visite dont se passerait bien ce bourg lové au pied du Jura vaudois, malgré les emplois générés par l'installation du CERA dans une région qui en a bien besoin. Dans une enquête menée cette année à l'initiative des Eglises (lire ci-dessous), 56% des habitants déclaraient refuser «quelquefois» ou «régulièrement», dans leurs pensées, la présence du CERA à Vallorbe. Alors que 59% se déclaraient moins satisfaits de la qualité de la vie dans leur village depuis l'arrivée des requérants (contre 4% seulement se déclarant plus satisfaits).

RÉSOLUTION RADICALE

Un sondage sur lequel s'appuient désormais les autorités pour réclamer un durcissement. Le 25 octobre dernier, le Conseil communal créait la sensation en votant à une confortable majorité une résolution radicale demandant purement et simplement la fermeture du CERA. Un vote intervenu au lendemain d'une tragédie qui a fortement marqué les esprits: un requérant lituanien avait poignardé dans le train trois personnes, dont une femme enceinte, sans que personne, heureusement, ne succombe à ce geste de folie. Une agression perpétrée par un requérant frappé d'une non-entrée en matière, ne fréquentant par conséquent pas le CERA, et qui constitua le premier incident notable en quatre ans, relativisent ceux qui, à Vallorbe, cherchent encore à apaiser les esprits.

LONGUE MATURATION

Mais les tentatives de serrer la vis avaient précédé ce drame. Il y a deux ans, deux conseillères communales socialistes avaient déposé une motion demandant de restreindre les horaires de sortie des requérants, pourtant déjà limités à 5 heures par jour (de 9h à 11h et de 14h à 17h). Incompatible avec les engagements de la Suisse en matière de droits de l'homme, avait rétorqué l'Office fédéral des réfugiés (ODR). Avant de devoir rappeler que la décision de fermer ou de transférer le CERA n'était pas de sa compétence.

L'ODR a toutefois pris des mesures pour chercher à rassurer la population. Deux agents Securitas patrouillent désormais quotidiennement dans le village, et la baisse du nombre de requérants cherchant asile en Suisse permet de limiter la population du CERA à une centaine de personnes, pour une capacité de 270 places. Cela ne suffit visiblement pas à calmer le jeu: demain soir, le Conseil communal doit se pencher une nouvelle fois sur la question. La commission, qui a examiné la motion déposée il y a deux ans, a de nouvelles propositions: que les requérants mis à la porte du CERA, 24 heures durant, pour comportement inadéquat, y soient désormais internés. Et que tout requérant «coupable de vol, trafic de stupéfiants, violence ou autre action illicite voie sa procédure d'asile annulée et soit renvoyé au plus vite dans son pays d'origine». Illégal, réplique une nouvelle fois l'ODR. En rappelant qu'un CERA n'est pas une prison et qu'il ne saurait y avoir de lien direct entre le droit pénal et le droit d'asile pour ceux qui ont besoin de protection.

«ON N'EST PLUS CHEZ NOUS»

Des réponses dont ne veut pas se satisfaire Lorianne Bogliano-Foretay, l'une des deux motionnaires socialistes. Qui admet ne jamais avoir été directement témoin des méfaits contre lesquels elle veut lutter. «Mais les gens en parlent. Et, comme Vallorbière amenée tous les jours à sortir dans la rue, je ne me sens plus chez moi. On ne voit plus qu'eux. Ce sont en majorité de jeunes hommes célibataires; nous n'avons pas la même culture. Je n'ai rien contre eux, mais un CERA a sa place dans une ville. Pas dans un village de 3000 habitants, où 270 requérants représentent presque 10% de la population.» Les requérants

Faire un don

Pour des médias indépendants...

En faisant un don pour cet article, vous participez au maintien de notre indépendance. *Le Courrier* n'a pas de capital, mais il a une richesse, ses lecteurs. Si vous souhaitez faire un don en Euro, vous pouvez vous rendre sur notre page Dons.

Votre boîte à outils



Publicité

Samedi du vélo et Dimanche à pied
présentent

Laissez-vous guider
à vélo ou à pied

D'avril à octobre 2009
à Genève

14 villes suisses
17 itinéraires à pied
Cours de conduite cycliste
Cours de randonnée pédestre
Présentation de vélo à assistance électrique
Région de réparation vélo

www.samediduveilo.ch



Ces articles sont mis à disposition sous un contrat Creative Commons.

fréquentent certes moins le bourg depuis que le local qui les accueille pendant la journée a déménagé à la gare, à deux pas du CERA. «Mais maintenant, ils squattent la gare et ses escaliers, maugrée la conseillère communale. Les gens n'osent plus prendre le train.»

C'est pourtant une vision de désert total qui frappe le visiteur venu tâter, par une grise journée de fin d'automne, le poulx de ce village envahi. A la gare, il faut chercher, pour le trouver, le local où l'ARAVOH, l'association oecuménique vouée à l'accueil des requérants, leur offre boissons chaudes, loisirs et temps de parole. Les requérants eux-mêmes, qui ne séjournent en principe que 30 jours au maximum à Vallorbe, ne semblent pas particulièrement choqués par leurs difficiles contacts avec la population. «Je ne vais guère au village, commente Mohamed, un jeune Malien. Qu'irais-je y faire, alors que je n'ai pas un sou en poche? Mais c'est vrai que les gens ont tendance à nous fuir. Ils ont peur de nous.»

Une attitude que déplore Marielle Bourgeois, l'une des bénévoles de l'ARAVOH: «Chaque fois que nous organisons une rencontre entre requérants et population, il ne vient que deux ou trois personnes, toujours les mêmes. Les gens préfèrent continuer à changer de trottoir, se monter le bourrichon. Alors que pour ma part, je n'ai en quatre ans de travail avec les requérants, jamais noté d'acte agressif.»

«POPULISME»

Conseillère communale socialiste et mandataire auprès des requérants, Myriam Truan-Diaz déplore elle aussi un climat malsain qui lui semble entretenu: «La municipalité et son syndic se sont emparés de la question pour la gonfler et faire du populisme. Mais de plus en plus de gens influents sont las de cette attitude, de l'image que donne d'elle-même Vallorbe en créant un tel psychodrame autour du CERA.»

Il est vrai que si elles ont été promptes à exploiter les résultats d'un sondage dans lequel elles voient une «enquête d'insatisfaction», les autorités ne mettent visiblement guère de zèle à prendre des mesures qui pourraient faciliter la coexistence entre Vallorbiers et requérants. L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés, qui dispense régulièrement des cours de sensibilisation à la problématique de l'asile dans les écoles romandes, n'a ainsi, curieusement, jamais été invitée à Vallorbe. L'ARAVOH, quant à elle, s'est vu retirer par la municipalité élue en 2001 la modeste subvention communale dont elle bénéficiait jusqu'alors. Au motif qu'elle s'obstinait à accueillir dans ses locaux un juriste du Service d'aide juridique aux exilés (SAJE) appuyant les requérants désireux d'interjeter des recours...

Une décision qu'assume pleinement le syndic libéral, Laurent Francfort: «Nous leur avons demandé de choisir leur camp; ils l'ont choisi. Nous préférons quant à nous rester dans celui des autorités fédérales et de l'ODR.» Le syndic ne souhaite, pour le reste, pas s'exprimer sur la suite qu'il entend donner aux différentes requêtes du Conseil communal avant les débats que tiendra celui-ci demain soir.

L'ESPOIR S'ACCROCHE

Mais quoi que décide son législatif, Vallorbe semble destinée pour quelque temps encore à voir transiter celles et ceux que l'espoir d'une vie meilleure ou d'un refuge continue à faire venir frapper à nos portes. A l'image d'Isad, ce jeune Kosovar de 16 ans, arrivé il y a une quinzaine de jours avec ses parents, son frère et ses deux soeurs. Qui nous explique avoir vécu quatorze ans en Allemagne. «On nous a retiré l'asile au moment où j'allais pouvoir entreprendre une formation professionnelle. Ce n'est vraiment pas de chance.» La famille est alors rentrée au Kosovo, où elle a passé quatre mois. «Mon père n'a pas trouvé de travail, et moi je n'osais pas sortir dans la rue en raison des troubles.» Nouvel exil, nouvelle tentative. «Maintenant, c'est la Suisse!» sourit Isad en levant le pouce. Tout en déchantant aussitôt: «Ils ne veulent pas nous admettre, ils nous disent qu'on vient d'Allemagne...» A l'heure où la Suisse et le canton de Vaud créent la polémique en prétendant mettre en oeuvre les renvois vers les Balkans auxquels procède également l'Allemagne de son côté, l'histoire d'Isad et des siens donne à réfléchir.

L'ODR ADMET NE PAS AVOIR FAIT UN CHOIX TRÈS HEUREUX

C'est en novembre 2000 que le CERA de Vallorbe, l'un des quatre du pays avec Bâle, Kreuzlingen et Chiasso, a pris ses quartiers dans les murs d'une ancienne caserne. Il quittait alors ses locaux de La Praille, à Genève, où l'ODR n'avait pu renouveler son bail. A l'époque, le déménagement avait soulevé la polémique dans les milieux de défense du droit d'asile, lesquels avaient accusé l'ODR de délibérément éloigner les requérants des réseaux susceptibles de leur venir en aide. Une accusation qu'avait écartée l'ODR, en expliquant qu'il avait simplement saisi une opportunité.

«Nous aurions préféré trouver de nouveaux locaux à Genève, répète aujourd'hui Dominique Boillat, porte-parole de l'ODR. C'eût été plus simple pour nous: Vallorbe n'est pas un point d'entrée en Suisse très fréquenté...» L'homme admet aussi que le choix ne se révèle pas idéal: «Nous avons peut-être mal mesuré à l'époque toutes les conséquences de l'implantation d'un CERA dans un aussi faible bassin de population. Après de premières craintes, les choses semblaient s'améliorer à Vallorbe. Les peurs se manifestent à nouveau fortement, même si elles sont en partie irrationnelles.» Au-delà des mesures d'allègement que lui permet le recul du nombre de requérants, l'ODR compte lancer dès l'an prochain une campagne d'information auprès de la population. Et rappelle que la compétence de décider d'une éventuelle fermeture du CERA de Vallorbe revient à l'autorité politique. «Mais un déménagement se heurterait à des possibilités de choix très limitées, prévient Dominique Boillat. La loi et les accords de réadmission signés avec les pays voisins nous contraignent à installer nos CERA dans la zone frontière.» Dey

DES QUESTIONS QUI NE LAISSENT PARFOIS GUÈRE LE CHOIX

Une majorité (59%) d'habitants se sentent moins bien à Vallorbe depuis l'installation du CERA: l'argument n'a pas manqué de faire mouche dans la bouche du syndic, commentant le climat régnant dans sa

commune soudainement placée sous les feux médiatiques au lendemain du drame survenu dans le train. Le résultat, pourtant, n'étonne guère si l'on sait que les sondés n'avaient comme choix que de se déclarer moins, plus ou aussi satisfaits de la qualité de vie à Vallorbe «depuis la venue du CERA». Poser la question, c'était déjà presque y répondre... Certains Vallorbiers doutent en tous les cas de la méthodologie utilisée, à l'image de Myriam Truan-Diaz: «Les questions étaient totalement biaisées.» Les autorités ne sont toutefois pour rien dans cette formulation. C'est à l'initiative de l'Eglise réformée, avec l'appui de l'Eglise catholique, qu'a été menée l'enquête. «Les Vallorbiers nous accusaient de ne nous occuper que des requérants et de ne rien faire pour eux, explique Jean-François Bédert, le diacre qui a piloté le sondage et son dépouillement. Nous avons donc cherché à leur offrir notre aide et avons eu cette idée. Nous voulions un état des lieux à partir duquel on puisse reconstruire le dialogue.» Sur la base des résultats de l'enquête, qui font encore l'objet d'une réflexion, les Eglises comptent proposer un certain nombre de «pistes» pour faciliter la coexistence entre requérants et habitants de Vallorbe. Les autorités ont dès le début été associées à la démarche, dont elles tirent elles aussi leurs conclusions.

LONGUE LISTE DE NUISANCES

Lancée en mars dernier, l'enquête consiste en un questionnaire de trois pages adressé à tous les habitants de Vallorbe âgés de plus de 16 ans. Ils sont 1120 à y avoir répondu, soit un taux de retour plutôt honorable de 43,99%.

La plupart des questions se déclinent en une série de propositions fermées sur lesquelles les sondés doivent manifester leur degré d'adhésion ou de désaccord, sur une échelle de 7. Et force est de constater que si le questionnaire laisse aussi la place à des propositions positives (telles que «j'ai ressenti de la fierté en constatant que la Suisse est une terre d'accueil»), il accorde une place privilégiée à celles portant sur les craintes de la population ou les désagréments attribués aux requérants.

Les résultats sont à l'avenant: 25% des sondés ont «tout à fait» peur de sortir seuls, 21% d'être agressés. Ils sont 66% (en se limitant chaque fois aux cotes maximales) à déplorer le manque de discussions constructives avec les requérants, 56% à déplorer la sur-occupation des lieux publics, 50% à se plaindre des débris. Et 37%, surtout, (59% en allant jusqu'au «quelquefois») à déclarer avoir été témoins de vols dans les magasins. Sans que l'on sache vraiment, faute de statistiques de la délinquance (lire ci-contre) dans quelle mesure le chiffre repose sur des faits réellement observés ou la rumeur.

A noter aussi que 66% des personnes ayant répondu au questionnaire n'ont jamais été témoins de services rendus par un requérant. Un point sur lequel habitants du village et du CERA se rejoignent peut-être: de nombreux requérants se plaignent eux aussi de leur oisiveté, note Hélène Küng, aumônière protestante auprès du CERA. Aider les requérants à faire oeuvre utile: une piste que songent donc à explorer les Eglises.

OUVERTURE AU MONDE

Un autre résultat, enfin, réjouit Jean-François Bédert: 40% des sondés se déclarent, à différents degrés, «davantage sensibilisés aux problèmes du monde, aux inégalités, à la guerre» depuis l'arrivée du CERA. «Cela montre que les avis de la population peuvent rester nuancés», commente le sondeur. Qui refuse que son questionnaire, établi avec l'appui d'experts, puisse être considéré comme trop orienté. Consulté par nos soins, Jean-Daniel Muller, un politologue aujourd'hui spécialisé dans les questions d'asile, ne constate pas dans la formulation de l'enquête de problème méthodologique de base. «Mais les questions ont tout de même tendance à être posées de façon unilatérale, note notre expert. Il manque surtout un filtre qui permettrait de connaître le profil type des habitants de Vallorbe avant l'arrivée des requérants. Le questionnaire ne tient donc pas compte de sentiments xénophobes qui ont pu préexister et venir se surajouter.»

Quant à la crainte de voir les résultats de son enquête récupérés par des autorités trouvant de quoi nourrir leur discours sécuritaire, Jean-François Bédert l'écarte elle aussi d'un revers de la main. «Nous ne pouvons rien faire seuls, mais nous devons travailler en étroite collaboration avec les gens concernés.» Dey

UN SENTIMENT D'INSÉCURITÉ QUI SE NOURRIT D'INCERTITUDES

Le rapport qui sera soumis demain au Conseil communal le souligne: la commission qui planche sur la motion déposée il y a deux ans a cherché à se renseigner auprès de la police locale et de la gendarmerie sur le nombre et la nature des délits commis par des requérants du CERA. «A ce jour, nous n'avons pas encore reçu de réponse.» Ces informations, l'ODR aimerait bien lui aussi les posséder. «En écoutant les plaintes venant de Vallorbe, nous avons l'impression que les problèmes dénoncés viennent moins du CERA que d'autres auteurs de déprédations ou d'autres requérants, note Dominique Boillat. Des actes sont souvent dénoncés en soirée alors que tous les requérants sont au CERA. Ils peuvent certes sortir librement le soir, mais ils ne peuvent alors plus rentrer, et nous tenons la liste des absents.»

Aumônière protestante auprès du CERA, Hélène Küng éprouve des doutes similaires. «Des déprédations sont aussi commises par des bandes de jeunes. La présence de certains groupes criminels organisés venus de France voisine est par ailleurs souvent observée dans la région. Peut-être la présence du CERA attire-t-elle des gens pensant que leurs méfaits seront attribués aux requérants...» Lors de rencontres régulières avec les autorités et les commerçants, on note une légère augmentation des plaintes relatives aux vols, note Hélène Küng. «Mais ce qui m'inquiète surtout, c'est un sentiment d'impuissance. Les commerçants nous disent ne plus même déposer plainte, convaincus que ça ne servira à rien.»

Faute de chiffres, la commission du Conseil communal s'appuie donc sur l'enquête menée auprès de la population pour réclamer un durcissement de la loi envers les requérants délinquants. Et faire entendre une voix à l'unisson de celle qu'on entend toujours plus fortement au plan national: «La Commission constate que 60% de nos concitoyens environ ne ressentent plus la fierté que la Suisse soit une terre

d'accueil et ne sont pas touchés par la détresse des requérants d'asile. C'est triste, mais nous refusons d'attribuer ces sentiments à l'égoïsme national ou au manque d'intérêt pour autrui, comme le suggèrent les thuriféraires de l'autoflagellation. Ce sont bien plutôt les dérapages qu'autorisent des lois inadéquates qui suscitent ce type de réactions. Nous sommes convaincus que des mesures sévères et rapides à l'encontre des requérants délinquants sont le seul moyen pour efficacement protéger les requérants persécutés dans leur pays d'origine, pour rendre aux requérants d'asile leur dignité, et pour restituer auprès de la population la noblesse du concept d'asile.»

DEy

Commentaire

Des peurs si ordinaires

DIDIER ESTOPPEY

Régulièrement relayés par la presse locale, les propos de certains habitants de Vallorbe à l'égard des requérants font parfois froid dans le dos. C'est comme la chronique d'une haine et d'une xénophobie ordinaires qui semble s'écrire à chaque article consacré à la question.

Vue sous le soleil, Vallorbe est pourtant une bourgade plutôt accueillante, dont les habitants savent aussi sourire au visiteur. Rien, sinon la présence d'un CERA qui a été perçu dès le départ comme imposé à la population, ne vient témoigner chez elle d'un esprit particulièrement fermé. Comme on pouvait s'y attendre, les Vallorbiers acceptaient le 24 novembre 2002, à un peu plus de 60% des voix, l'initiative de l'UDC visant à combattre les «abus» en matière d'asile. Une initiative rejetée de justesse par le peuple suisse, et plus largement (58,3%) par les Vaudois. Mais les citoyens de Vallorbe ne sont pas prompts pour autant à entonner toutes les sirènes blochériennes. Le 24 octobre dernier, lors de l'élection partielle au Conseil d'Etat, ils plébiscitaient eux aussi le socialiste Pierre-Yves Maillard par 360 voix, contre 174 à l'UDC Martin Chevallaz. Le 26 septembre, comme le reste des Vaudois mais contre la majorité du peuple suisse, ils acceptaient largement les deux projets de naturalisation facilitée.

Souvenons-nous aussi de la polémique née à Genève, lorsque le CERA y avait encore ses quartiers: des voisins du centre de la Praille avaient tenté de faire ériger un «mur de la honte» afin de cacher ces requérants qu'on ne saurait voir... Les Vallorbiers sont loin d'avoir le monopole du rejet de l'autre.

Porte d'entrée d'une «Suisse, terre d'asile» qui ne mérite plus son nom, Vallorbe est aussi à l'image des peurs si ordinaires et de leur utilisation politique, qui oeuvrent au repli de notre pays sur lui-même. Le système même mis en place pour l'accueil des requérants, dans une ancienne caserne entourée de barbelés avec des horaires de sortie réglés comme du papier à musique, semble conçu pour les faire apparaître comme un problème ou un risque. Rien n'a réellement été entrepris par les autorités, qu'elles soient fédérales, cantonales ou locales, pour favoriser les contacts et la compréhension entre ceux que guerres ou misère forcent à venir frapper à nos portes et ceux qui se sentent contraints de les accueillir contre leur gré...

Il serait évidemment angélique de nier que parmi les milliers de requérants passés par Vallorbe depuis quatre ans, il ne s'en soit pas trouvé quelques-uns pour commettre les déprédations ou larcins qu'on leur attribue, et qui alimentent l'angoisse de la population. L'absence, malgré les requêtes des autorités locales, de toute statistique susceptible d'aider à percevoir le problème dans sa réelle dimension a d'ailleurs tout pour venir enfler ces craintes en laissant la voie libre à toutes les rumeurs. Les réponses très technocratiques de l'ODR, se bornant à affirmer qu'on ne peut mêler droit d'asile et droit pénal, laissent elles aussi libre cours à un sentiment d'impuissance qui se développe chez la population comme chez les autorités.

Les ingrédients sont donc réunis pour l'explosion des ressentiments. Ce flou de chiffres partiels sur la criminalité que détracteurs et défenseurs du droit d'asile se jettent régulièrement à la figure en en tirant des interprétations opposées est d'ailleurs une constante d'un débat qui devient de plus en plus malsain. Un climat qui ne peut que faire le jeu des autorités fédérales dans la construction de leur discours sécuritaire et xénophobe.

Un fait, lui, reste largement occulté: à Vallorbe comme en Suisse, ces craintes savamment orchestrées montent alors que le nombre de requérants d'asile n'avait plus été aussi bas depuis des lustres. Il est temps de revenir à la raison et à la sérénité. Et de cultiver la tolérance plutôt que la peur de l'inconnu.

Commentaires

Vallorbe a mal à ses requérants et ne trouve aucun remède | S'identifier ou créer un nouveau compte | 0 Commentaires

Affichage (Par discussions) (↑↓) Ordre (Le plus ancien d'abord) (↑↓) Rafraîchir

Les commentaires appartiennent à leur auteur.
Ils ne représentent pas forcément les opinions du *Courrier*.

LE COURRIER

- » Présentation
- » L'équipe
- » Historique
- » Charte
- » Statuts NAC
- » Membres
- » Ass. lecteurs
- » Architrave
- » L'agenda
- » Contacts
- » Partenaires
- » Tarifs annonces

LE COURRIER

- » Abonnez-vous!
- » Le coin des abonnés
- » Nouvelles du Courrier

